



## Les puissances européennes débattent de sanctions contre la Syrie

Par [Jean Shaoul](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2011

[wsws.org](#) 4 mai 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Portugal ont rédigé une résolution pour le Conseil de sécurité des Nations unies condamnant la répression par le président Bashar el-Assad des protestations d'opposition en Syrie. Cette démarche européenne fait suite à l'annonce du gouvernement Obama des Etats-Unis de poursuivre de possibles sanctions contre le gouvernement syrien.

Un changement vers une approche plus conflictuelle à l'égard du régime d'el-Assad par les puissances impérialistes est manifestement en cours dans le but de promouvoir leurs propres intérêts géopolitiques dans la région. La Syrie manque de réserves significatives de pétrole et de gaz mais elle dispose de frontières communes avec des alliés clé des Etats-Unis - l'Irak, la Jordanie, la Turquie, le Liban et Israël - et elle est l'alliée de l'Iran, du Hezbollah au Liban et du Hamas en Palestine.

Les Etats-Unis infligent déjà des sanctions strictes à la Syrie, en tant qu'« Etat parrainant le terrorisme, » et ce en application d'une loi remontant à 2003. D'autres mesures seraient en grande partie symboliques étant donné que la Syrie n'a que de faibles relations commerciales avec les Etats-Unis. Mais la menace de sanctions de Washington a pour objectif premier de demander aux puissances européennes de les suivre. La Syrie entretient des relations commerciales significatives, quoiqu'en déclin, avec l'Union européenne comptant pour 25 pour cent de son commerce extérieur en 2010.

Le président français Nicolas Sarkozy a dit, suite à une réunion avec le premier ministre italien Silvio Berlusconi, que la France et l'Italie appelaient à mettre fin à la violence. Il a dit, « Nous adressons ensemble un appel aux autorités de Damas pour que la répression violente prenne fin, » en ajoutant que la France n'interviendrait pas en Syrie sans une résolution du Conseil de sécurité.

Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, a dit devant la Chambre des Communes, « Cette violente répression doit cesser. Le président Assad doit ordonner à ses autorités de faire preuve de retenue et répondre aux demandes légitimes de son peuple par une réforme immédiate et véritable et non par la répression brutale. »

Il a ajouté que la Grande-Bretagne examinait avec ses alliés de l'UE et d'autres la possibilité d'appliquer certaines mesures dont des sanctions, « qui auront un impact sur le régime » si la répression contre les manifestants continuait. Le ministère des Affaires étrangères, tout comme le Département d'Etat américain, a conseillé aux ressortissants britanniques de ne pas se rendre en Syrie et à ceux se trouvant dans le pays de le quitter - une mise en garde

bien plus sérieuse que dans le cas de l’Égypte où plus de 1.800 personnes ont été tuées – en plus de la pression économique exercée sur Damas.

L’attitude des puissances européennes fait suite à des rapports sur un durcissement de la répression par les forces de sécurité syriennes après que des concessions faites par el-Assad, y compris la levée de l’état d’urgence, n’ont pas réussi à apaiser l’opposition. Dans un discours télévisé, el-Assad a bien fait comprendre que le but de ces concessions était de supprimer tout « prétexte » à de nouvelles manifestations, un message clair qu’en dépit de la levée de l’état d’urgence en vigueur depuis 1963, la poursuite de la dissidence ne sera pas tolérée.

Samedi soir, le gouvernement a envoyé l’armée dans la ville de Dera’a dans le Sud du pays et dans les villes pauvres aux alentours de Damas. Des rapports ont fait état de 25 morts et de nombreux blessés lundi, bien que ces chiffres n’aient pas été vérifiés. Selon d’autres informations, il y aurait eu des fouilles, maison après maison, à la recherche de manifestants et de nombreuses arrestations.

Les troupes sont également entrées dans Douma et Maadamiya, villes pauvres des faubourgs de Damas. Selon l’Observatoire syrien des droits de l’homme, l’armée a pénétré dimanche dans la ville côtière de Jableh, près de Latakié, en tuant au moins 13 personnes.

L’on affirme que des centaines de personnes se trouvent en détention après des raids menés dans plusieurs banlieues de Damas et d’autres villes de par le pays.

Il est impossible de vérifier l’ampleur exacte de la répression. Le gouvernement syrien a exclu les journalistes étrangers alors qu’un nombre de sources fournissant des chiffres sur le nombre de personnes tuées et détenues décrites dans les médias occidentaux comme étant des « groupes de défense des droits humains » ou des « activistes » sont loin d’être impartiaux. Beaucoup sont dirigés par ceux qui entretiennent d’étroites relations avec les régimes des Frères musulmans et des Sunnites, hostiles au régime alaouite des el-Assad et à ses liens avec l’Iran chiite, y compris l’Arabie saoudite et le Qatar, ainsi qu’avec les forces au Liban. Les alaouites sont une secte minoritaire chiite qui constitue 15 pour cent de la population syrienne.

Un bon nombre de porte-parole les plus en vue de l’opposition sont étroitement liés à Washington et à différentes capitales européennes. Ils s’efforcent de faire passer la politique occidentale d’une politique d’ « engagement » avec Damas à une politique de confrontation avec le régime alaouite. Washington a financé un nombre de groupes dissidents syriens par le biais de son Initiative de partenariat pour le Moyen-Orient et a parrainé le groupe Déclaration de Damas, une coalition de partis d’opposition, comprenant les Frères musulmans.

Des sites Internet sociaux tels The Syrian Revolution 2011, qui affirme avoir 120.000 membres, ont joué un rôle de premier plan en appelant à protester et en affichant des informations concernant les troubles. Selon *Syria Comment*, un site Internet de l’universitaire américain, Joshua Landis, Syrian Revolution 2011, est basé en Suède et y est dirigé par une branche des Frères musulmans. Ali Bayanouni, dirigeant des Frères musulmans en Syrie, est soutenu par l’Arabie saoudite.

Ayman Abdalnour, autre opposant syrien qui dirige le site Internet all4syria.org s’est rendu en Israël pour participer à une réunion avec le service de renseignement, l’armée et des

dirigeants politiques israéliens, organisée par Muhamad Dahlan, l'ancien chef du service de sécurité de l'Autorité palestinienne, qui assisterait Israël dans sa prise de contact avec des membres de l'opposition syrienne.

Le premier ministre libanais par intérim, Saad Hariri, et son parti le Mouvement du futur, qui est soutenu par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, est également prêt à utiliser les Frères musulmans pour servir ses propres intérêts dans la région ainsi que ceux de ses commanditaires.

Les dépêches publiées par Wikileaks ont révélé que le Département d'Etat américain avait financé un groupe islamique, le Mouvement pour la Justice et le Développement, identique au parti dirigeant du même nom en Turquie, et mis en place par des Syriens exilés à Londres. Ceci a été utilisé pour créer *Barata TV* et financer d'autres activités en Syrie. Les forces d'opposition ont aussi été en mesure d'introduire clandestinement des téléphones par satellite et de l'équipement électronique pour renforcer leurs activistes en Syrie. Selon un rapport de l'AFP, les Etats-Unis sponsorisent dans des pays arabes et autres les efforts pour aider les activistes à accéder à une technologie capable de contourner les logiciels de protection du gouvernement, de sécuriser des textos et des messages vocaux, et d'empêcher des attaques sur les sites internet.

Il y a quelques jours, selon un rapport du journal libanais, *As-Safir*, Ghassan Ben Jeddo, journaliste de la chaîne *Al-Jazeera*, a démissionné en partie à cause « du manque de professionnalisme et d'objectivité » du réseau à couvrir les révolutions en cours dans les pays du Moyen Orient, dont la Syrie, le Yémen et Bahreïn.

La chaîne de télévision satellite, basée à Doha se maintient à flot grâce à des prêts venant de dirigeants du Qatar. Elle avait lancé une campagne contre le gouvernement en transformant la chaîne en « organe de propagande », s'est plaint Jeddo. Alors que la station avait couvert les événements en Libye, en Syrie et au Yémen, elle avait à peine parlé du bain de sang survenu au Bahreïn.

Ceci est conforme au soutien du régime qatari pour un mouvement panarabe de Sunnites contre les Chiites et son soutien à la politique de Washington en général - spécialement associée aux néo conservateurs - contre « l'axe chiite » de l'Iran, de la Syrie et du Hezbollah au Liban.

Un communiqué officiel du gouvernement Assad dit que le Bar association de Syrie [Barreau de Damas] a demandé qu'un comité juridique examine ce qui avait été décrit comme une falsification médiatique opérée par un nombre de chaînes de télévision arabes et internationales et par des personnes privées, ainsi que d'« actes d'instigation » visant à déstabiliser la Syrie.

Jusqu'ici, aucune des principales puissances n'a repris la demande pour un changement de régime comme elles l'avaient fait pour la Libye, mais il existe aux Etats-Unis des appels significatifs à un changement de cap.

Elliott Abrams qui avait servi sous les présidents républicains, Ronald Reagan et George W. Bush, et qui avait été reconnu coupable en 1991 dans le cadre du scandale Iran-Contras dans les années 1980, a appelé à une campagne massive contre la Syrie dans les pages du *Washington Post*.

Dans un article paru le 25 mars dans la rubrique « éditorial et opinion » et qui a été soutenu sur le plan rédactionnel par le *Post*, Abrams avait écrit, « La disparition de ce clan meurtrier est dans l'intérêt des Etats-Unis... un gouvernement dominé par la majorité sunnite de la Syrie - le clan Assad vient de la minorité alouite - n'aurait jamais des relations aussi étroites avec le Hezbollah et l'Iran que celles entretenues par Assad ; il chercherait à réintégrer le monde arabe. L'Iran perdra son étroit allié arabe et son pont terrestre avec le Hezbollah, quand Assad sera renversé. »

Abrams a cité cinq mesures à prendre contre la Syrie : le gouvernement Obama et tous ceux ayant soutenu « l'engagement » avec Damas devraient dénoncer la Syrie ; les grandes puissances devraient poursuivre la Syrie sur chaque forum multilatéral disponible ; elles devraient demander à l'Egypte et à la Tunisie d'en appeler à la Ligue arabe pour expulser la Syrie comme elle l'avait fait pour la Libye ; les Européens devraient appliquer des sanctions contre la Syrie ; et les Etats-Unis devraient rappeler leur ambassadeur de Syrie.

Abrams n'est pas allé jusqu'à réclamer que les Etats-Unis renversent le régime d'el-Assad. Ceci, a-t-il dit, est la tâche du peuple syrien. Avec les Européens envisageant à présent des sanctions contre la Syrie, il semblerait qu'Abrams ait obtenu deux de ses cinq demandes.

Le sénateur républicain John McCain et le sénateur indépendant, Joe Lieberman, ont aussi réclamé de mettre fin aux efforts pour engager Damas qui avait « peu de choses à proposer. » En mars, Liebermann avait dit à Fox News que l'engagement américain en Libye était « un message envoyé » à el-Assad en Syrie.

« Mon propre espoir est que la position forte adoptée dans le cas de la Libye par la communauté internationale envoie un message clair aux autres régimes autocratiques et totalitaires du Moyen-Orient, » a-t-il dit. « Et, si votre réponse au soulèvement de votre peuple est de le massacrer, vous prenez le risque que la communauté internationale arrive et vous fasse, à vous et à votre pays, ce que nous sommes en train de faire à Kadhafi et à la Libye. »

Cet avertissement est « particulièrement pertinent pour Assad en Syrie, » a-t-il prévenu.

Article original, WSWS, paru le 27 avril 2011.

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Jean Shaoul](http://jean-shaoul.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2011

---

Articles Par : [Jean Shaoul](http://jean-shaoul.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

[media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)